

« Pas de vague électorale de l'extrême droite en Europe »

Jean-Yves Camus, politologue, chercheur associé à l'Iris⁽¹⁾, est l'auteur de nombreux ouvrages sur les extrêmes droites en France et en Europe⁽²⁾. En avril dernier il revenait, pour *Hommes & Libertés*, sur leurs derniers développements.

Propos recueillis par André DECHOT, responsable du groupe de travail LDH « Extrêmes droites »

André Déchot (LDH) : Vous déclariez récemment⁽³⁾ qu'il n'y avait pas de remontée de l'extrême droite en Europe. Pourriez-vous nous présenter votre analyse, qui apparaît à contrecourant ?

Jean-Yves Camus : Précisément, j'ai dit « Il n'existe pas de vague de mouvements d'extrême droite en Europe. Notamment pas de vague électorale. » Ce terme de « vague » est utilisé pour expliquer le fait que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous avons connu trois époques successives d'apparition et de montée électorale de partis d'extrême droite. Ces derniers avaient des critères idéologiques en commun, sans pour autant partager une identité. La première vague était clairement néofasciste. La deuxième, avec le poujadisme, était une réaction populiste à la modernisation rapide des structures sociales dans les années 1950. Quant à la troisième vague des années 1980, elle voyait la montée électorale du Front national, du populisme scandinave, du Vlaams Blok flamand et d'un certain nombre d'autres mouvements comme la Ligue du Nord. Elle était nationaliste, populiste et xénophobe.

Les médias grand public ont l'habitude de me poser la même

question : « Est-ce qu'il y a actuellement une flambée de l'extrême droite en Europe, une vague de succès électoraux ? » Et là, la réponse est non. Il y a des pays où les résultats électoraux d'extrême droite progressent (Hongrie, Grèce, France – avec l'élection présidentielle de 2012), et où elle n'existe pas, malgré la crise (Portugal, Irlande, Espagne, Luxembourg, République tchèque...). Il y a aussi des pays où l'extrême droite régresse électoralement, après avoir occupé des positions de pouvoir. C'est le cas de la Pologne⁽⁴⁾.

Cela ne révèle rien sur la diffusion des idées, mais l'on ne peut pas dire aujourd'hui que, par exemple, l'extrême droite allemande progresse électoralement. Au contraire, elle régresse. Le NPD, Parti national-démocrate, enregistre des résultats de plus en plus mauvais. Le nombre d'activistes diminue⁽⁵⁾, et aucun parti n'a encore réussi à être représenté au Bundestag.

Il ne s'agit donc pas d'un embrasement général de l'Europe comparable aux années 1930. Le phénomène est plus complexe. On a affaire à des situations nationales qui renvoient elles-mêmes à des histoires nationales, à des filiations idéologiques propres, à des conditions socio-économiques

très différentes. Pourquoi a-t-on une extrême droite forte dans des pays qui ne connaissent pas la crise (la Norvège, par exemple), et pourquoi y-a-t-il une extrême droite faible dans des pays en plein marasme ? Le mot « vague » est ici trop simplificateur. Cela fait surgir le schéma – dont il faut s'affranchir – de retour des années 1930⁽⁶⁾.

A.D. : Vous évoquez la diffusion des idées d'extrême droite. Pourriez-vous nous en dire plus ?

J.-Y.C. : On peut imaginer le cas de figure où le Front national plafonnerait électoralement à 18 %, mais où nombre des idées développées aujourd'hui dans le programme présidentiel de Marine Le Pen ou dans celui du Front national seraient proposées par des partis, voire des gouvernements différents. Certains ont déjà essayé, à droite, de mettre en place, à quelques nuances près, des mesures que le FN préconise. Ce n'est pas le cas dans tous les domaines. Aujourd'hui, on ne voit encore personne, à l'UMP, proposer la sortie de l'Union européenne et le retour au franc – principal point de friction entre la frange droite de l'UMP et le FN. Mais l'on voit des propositions d'interdiction de la double nationalité, de poursuivre l'objectif de

(1) Institut de relations internationales et stratégiques.

(2) Jean-Yves Camus a contribué au *Dictionnaire historique et critique du racisme* (coordination Pierre-André Taguieff), Puf, 2013. Du même auteur, le texte « L'extrême droite : une famille idéologique complexe et diversifiée » est à consulter sur le site Internet « Fragments sur les temps présents ».

(3) Atlantico, 13 mars 2013, « Faut-il craindre une poussée de l'extrême droite en Europe ? ».

AU SOMMAIRE

► Europe
« Pas de vague électorale de l'extrême droite en Europe »

André Déchot 27

► Asie
Quand la Chine rêve de « renaissance »

Alain Bouc 30

► Afrique
Génocide rwandais : l'inquiétante exception judiciaire française

J.-F. Dupliquier 33

«l'immigration zéro», d'interdire le port des signes religieux dans l'espace public ainsi que les abattements rituels (cette dernière idée n'est d'ailleurs pas que l'apanage des élus de droite... tout comme celle que l'islam serait incompatible avec la République). La véritable question n'est donc pas de savoir qui met en place des mesures que l'on combat, mais de savoir si ces mesures sont mises en place ou pas.

Dans d'autres pays, le centre de gravité politique s'est déplacé vers la droite, bien que des partis d'extrême droite ou de droite populaire-radicale n'aient jamais accédé au pouvoir, ou qu'ils aient, comme en Hollande, cessé de le soutenir. Au Danemark, le Parti du peuple danois n'a jamais été au gouvernement. En revanche, il a eu, au Parlement, un nombre de sièges suffisant pour le tenir dans sa main. Il a négocié un certain nombre de points qui ont fait de la législation danoise, avant que les sociaux-démocrates ne la remettent en cause, la plus restrictive d'Europe en matière de droit d'asile, d'immigration et de droits des personnes musulmanes issues de l'immigration. C'est le seul pays où la loi a interdit le mariage entre deux personnes de même origine (sauf si la jeune fille a plus de 18 ans). Cette disposition n'a pas été votée par le Parti du peuple danois, mais par une majorité de droite, avec l'appui d'un mouvement de droite radicale. Ce n'est pas la même chose...

A. D. : Le centre de gravité idéologique se déplace à droite. Ne sommes-nous pas alors dans une configuration où, à gauche comme à droite, les populismes autoritaires et xénophobes peuvent s'imposer comme réponse à la mondialisation ?

J.-Y. C. : Tout à fait, et plusieurs raisons vont dans ce sens. La première est qu'à une époque de mondialisation libérale accélérée, de perte de sens du cadre

de l'Etat-nation, de mélange des populations, le citoyen européen est en recherche de repères identitaires. Il peut les trouver soit dans une exaltation de l'Etat-nation - le nationalisme classique du Front national -, soit dans un ré-enracinement, contre-poids à la mondialisation libérale. En même temps, ce citoyen d'Europe sait d'où il vient. Il se dit «*avant tout catalan, basque, breton, padanien ou écossais*». Il accepte cette mondialisation libérale sans la combattre, à partir du moment où on le laisse gérer ses affaires de proximité.

La seconde raison tient en ce que dans la mondialisation libérale, les centres de décision se diluent. Les citoyens ont l'impression de ne plus voir ceux qui les gouvernent. Le risque est qu'ils basculent dans les théories du complot, ou qu'ils en appellent à des leaders nationaux qui puissent piloter le navire en période de tempête... Cette demande de gouvernements autoritaires, de leaders charismatiques, a existé en Europe, ces dernières années, en dehors de l'extrême droite. Ainsi, Berlusconi, en Italie, a répondu à ce type de demande : dans le marasme économique et social, il y a quelqu'un qui sait où il va - la somme des médias qu'il contrôle le rend, en outre, omniprésent.

Aujourd'hui, on a des leaders de droite aux personnalités politiques affirmées. Il y a Angela Merkel, Silvio Berlusconi, et, d'une certaine manière, David Cameron. Il y avait Nicolas Sarkozy, José-Maria Aznar. C'est une droite moins libérale et plus autoritaro-personnelle que dans les années 1970-1980.

A. D. : C'est aussi un élément d'explication de la réélection de Vladimir Poutine, qui joue à la fois sur la nostalgie sociale du régime stalinien et sa capacité à tenir la barre pour restaurer la grandeur russe...

J.-Y. C. : Dans le cas russe, on a

Dans la mondialisation libérale, les centres de décision se diluent.

Les citoyens ont l'impression de ne plus voir ceux qui les gouvernent. Le risque est qu'ils basculent dans les théories du complot, ou qu'ils en appellent à des leaders nationaux qui puissent piloter le navire en période de tempête...

d'abord, malheureusement, une tradition quasi ininterrompue de gouvernements autoritaires. Après la transition entre le communisme et l'économie de marché, ce pays n'a jamais connu de démocratie parlementaire. Le gouvernement Poutine correspond à une tradition de personalised, d'autoritarisme du pouvoir. Il permet de garder soudées un certain nombre de composantes religieuses, ethniques, nationales de la Fédération de Russie, lesquelles, avec un pouvoir issu de la démocratie vraiment représentative et libérale, auraient peut-être tendance à se disloquer. Poutine joue le rôle de force centripète là où, dans un régime vraiment démocratique, on aurait sans doute des forces centrifuges. Il y a aussi l'idée que dans une période de recomposition du monde, pour porter l'image de la Russie, sa puissance, il faut savoir qui est à la barre.

A. D. : L'exemple hongrois n'est-il pas une des illustrations de ce que vous évoquez concernant l'autoritarisme des marchés, et des leaders autoritaires, pour y répondre ?

J.-Y. C. : L'exemple hongrois est à peu près comparable à l'exemple russe, puisque la Hongrie n'a jamais connu la démocratie parlementaire. Elle est passée de la monarchie des Habsbourg à la Révolution de Béla Kun, ensuite à la régence de l'amiral Horthy, puis au régime fasciste des Croix fléchées⁽⁷⁾; enfin, à un communisme qui n'était qu'un travestissement de son idéal.

Le seul pays d'Europe de l'Est qui ait connu la démocratie parlementaire avant les années 1990, c'est la République tchèque, aujourd'hui divisée en deux.

Il y a également un problème crucial que l'on retrouve partout en Europe de l'Est, celui de la citoyenneté contractuelle, suite à l'élargissement de l'Union européenne en 2004. On a, dans la même « maison », des pays

En Grèce, le capital de voix que Laos détenait, avant son arrivée au gouvernement de coalition, se transfère quasi mathématiquement vers Aube dorée. Mais ce n'est pas le même projet politique. Celui de Laos était nationaliste-xénophobe; celui d'Aube dorée est néonazi.



© DR

où la définition de la nationalité est basée sur un contrat, une conception volontariste, et des pays où l'ethnicité et la religion continuent à déterminer les choses. L'Union a soigneusement occulté cette divergence fondamentale⁽⁸⁾. Car ce qui déterminait l'entrée dans l'UE était la capacité à subir le choc du passage à l'économie de marché, et à constituer un espace d'expansion du marché, plus qu'un espace politique. Sans parler de la dimension culturelle, sur laquelle personne ne s'accorde.

A. D.: *Le délitement de l'Etat grec semble bénéficier à l'extrême droite néonazie. Comment peut-on comprendre cette situation ?*

J.-Y. C.: Par des facteurs locaux. A partir du moment où le parti Laos⁽⁹⁾ rentre dans le gouvernement d'union nationale, il se discrédite aux yeux de son électorat. D'autant qu'il a toujours fait campagne, un peu comme le FN, sur des positions

(7) Pour en savoir plus sur l'histoire hongroise, et particulièrement sur l'histoire des idées qui ont contribué à l'avènement du nazisme en Europe centrale, on peut se reporter à *Ils ont semé le vent et récolté la tempête – idéologies, génocide et négationnisme : Hongrie 1920-2000*, Suzanne Horvath, L'Esprit frappeur, 2003.

(8) Et d'autres d'ailleurs, telles que l'indépendance de la justice ou les discriminations à l'encontre des Roms et d'autres minorités.

(9) En France, Laos (Alerte populaire orthodoxe) entretient des liens privilégiés avec le Parti de la France de l'ex-FN Carl Lang. Makis Voridis (ministre des Transports et des Infrastructures dans le gouvernement d'union nationale), alors député du Laos, est intervenu à son congrès de fondation, en novembre 2009.

« antisystème », disqualifiant non pas « l'UMP-PS », mais la classe politique Pasok/Nouvelle démocratie. Le capital de voix que Laos détenait, avant son arrivée au gouvernement de coalition, se transfère donc quasi mathématiquement vers Aube dorée. Et ce n'est pas le même projet politique. Celui de Laos était nationaliste-xénophobe ; celui d'Aube dorée est néonazi. Néanmoins, ne sombrons pas dans la caricature, que font les antifascistes de circonstance. Ils nous racontent que les Grecs, au lieu de marcher sur le bon chemin tracé par la Troïka, choisissent soit la gauche altermondialiste radicale, soit un affreux parti néonazi. Or on ne peut faire l'impasse sur la longue tradition de clientélisme, de népotisme voire de corruption, qui caractérise la gauche de gouvernement grecque, comme la droite.

Il arrive un moment, et on le voit dans les intentions de vote en faveur du Pasok (6 % contre 40 % voici dix ans), où on doit

se poser des questions sur son obsolescence en tant que parti politique, et sur les raisons pour lesquelles on n'est plus dans la perte d'influence, mais dans la désagrégation.

Les électeurs d'Aube dorée ne sont pas majoritairement néonazis. Ils constatent que depuis que ce pays est revenu à la démocratie représentative, deux oligarchies se partagent le pouvoir depuis quasiment un siècle, sans qu'émergent d'alternatives. Aujourd'hui, on en trouve deux. On peut préférer, et de loin, l'alternative KKE (communiste), Syriza, ou verte. Mais il n'est pas étonnant que sur le flanc droit émerge une alternative radicale, incarnée par Aube dorée, qui a intelligemment choisi des leaders n'ayant jamais occupé de positions politiques, des outsiders complets capables de faire des campagnes de terrain et s'adresser aux populations les plus précarisées, lesquelles ne sont pas nécessairement porteuses d'idéaux progressistes... ●